

## ROYAUME DE BELGIQUE

-----

## KONINKRIJK BELGIE

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 10 septembre 1999, d'une demande d'avis sur :

- 1° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinement, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs" (L. 29.554/4),
- 2° un projet d'arrêté ministériel "portant classement ADR/RID des explosifs admis au transport en Belgique et fixant le mode d'emballage et l'étiquetage de ces produits" (L. 29.555/4),

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 september 1999 door de Minister van Economie verzocht hem van advies te dienen over :

- 1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen" (L. 29.554/4),
- 2° een ontwerp van ministerieel besluit "houdende ADR/RID indeling van de tot het vervoer in België toegelaten springstoffen, en tot vaststelling van de wijze van verpakking en de etikettering van deze producten" (L. 29.555/4),

3° un projet d'arrêté ministériel "fixant les conditions techniques auxquelles doivent répondre le matériel de transport et le transport des explosifs par route" (L. 29.556/4),

3° een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de technische eisen waaraan het vervoermateriaal en het vervoer van springstoffen over de weg moeten voldoen" (L. 29.556/4),

a donné le 24 novembre 1999  
l'avis suivant :

heeft op 24 november 1999 het  
volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Les projets soumis à l'avis de la section de législation tendent essentiellement à transposer, en ce qui concerne le transport des explosifs, la directive 94/55/CE du Conseil du 21 novembre 1994 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route.

Cette directive a pour objet de rendre applicables au transport à l'intérieur des Etats membres et entre Etats membres les annexes A et B de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), signés à Genève le 30 septembre 1957. Elle autorise toutefois les Etats membres, dans la mesure qu'elle détermine, à y apporter des dérogations valables pour le transport exclusivement national. Les annexes A et B de la directive 94/55/CE reprennent les annexes A et B de l'ADR.

Les dispositions de l'ADR sont directement applicables en ce qui concerne le transport international de marchandises dangereuses. Elles font l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Le transport national de produits explosifs fait actuellement l'objet de dispositions de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasiner, la détention, le débit, le transport et l'emploi de produits explosifs, ainsi que de l'arrêté ministériel du 3 novembre 1958 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs, qui fixe des règles

.../...

pour le conditionnement et le mode d'emballage pour l'admission au transport.

Une transposition correcte de la directive 94/55/CE nécessite donc, d'une part, une abrogation ou une modification des dispositions de ces arrêtés qui sont incompatibles avec elle et, d'autre part, une disposition qui rende applicable au transport national les annexes A et B de l'ADR, nonobstant les dérogations à ces règles que la directive autorise et que l'auteur du projet jugera opportunes.

Plutôt que de modifier l'arrêté royal du 23 septembre 1958 de manière à y inclure des dispositions rendant applicables les annexes A et B de l'ADR au transport national des explosifs par route et y dérogeant le cas échéant, le projet L. 29.554/4 abroge un certain nombre de dispositions de cet arrêté royal et délègue au ministre ayant le service des explosifs dans ses attributions le pouvoir de fixer les conditions techniques, d'emballage, de conditionnement auxquelles doivent répondre le transport des explosifs. La transposition proprement dite de la directive fait donc l'objet des projets d'arrêtés ministériels L. 29.555/4 et L. 29.556/4.

Cette manière de transposer la directive est inutilement complexe. La délégation est en effet sans raison d'être puisque, hormis les quelques dérogations que les projets prévoient, la compétence déléguée au ministre

.../...

est entièrement liée : il doit en effet se limiter à renvoyer aux annexes de l'ADR (1).

Il n'est d'ailleurs même pas requis de citer, comme le font les projets d'arrêté ministériel, lesquelles de ces dispositions concernent spécifiquement le transport des explosifs.

L'article 3, alinéa 2, du projet L. 29.555/4 et l'article 2, alinéa 2, du projet L. 29.556/4, qui dressent une liste, non exhaustive, des marginaux des annexes de la directive qui seraient applicables au transport des explosifs doivent donc être omis, puisque superflus. Ils sont en outre source d'insécurité juridique du fait de leur caractère non exhaustif.

Ces dispositions omises, les projets d'arrêté ministériel perdent beaucoup de leur substance. Mieux vaut donc intégrer les articles qui subsistent dans le projet d'arrêté royal. On évitera ainsi de multiplier inutilement les textes réglementaires ayant des objets similaires et les redondances que cette multiplication peut entraîner (2).

---

(1) et non aux annexes de la directive, comme le font les projets d'arrêté ministériel; en effet ce sont les annexes de l'ADR qui font l'objet d'une publication au Moniteur belge et qui donc peuvent avoir force obligatoire.

(2) Comparer l'article 5 du projet L. 29.555/4 et 8 du projet L. 29.556/4.

Le fait que l'auteur du projet entend également rendre applicables au transport national ferroviaire des explosifs les dispositions relatives à l'emballage et l'étiquetage de ces marchandises qui figurent dans le Règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, figurant à l'annexe I de l'appendice de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires, n'affecte en rien les considérations qui précèdent.

#### OBSERVATIONS PARTICULIERES

Quant au projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasiner, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs (L. 29.554/4)

#### Préambule

#### Alinéa 1er

Il convient d'identifier le fondement juridique du projet avec plus de précision. Il s'agit de l'article 1er de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés. On ajoutera donc les mots "notamment l'article 1er;" à la fin de cet alinéa.

.../...

Alinéa 2

En vertu de son article 1er, paragraphe 1, la directive 94/55/CE du Conseil de l'Union européenne, du 21 novembre 1994, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route s'applique aux transports de marchandises par route effectués à l'intérieur de la Belgique (1). En ce qu'il concerne également les transports nationaux l'arrêté en projet transpose donc cette directive. S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence aux directives transposées par un arrêté dans les visas, cette manière de faire n'est plus d'usage. Actuellement il y a lieu de préciser que le texte en projet transpose telle directive sous la forme d'un considérant, ou mieux, sous la forme d'un article du dispositif (2). L'alinéa 2 sera dès lors omis et le texte en projet sera corrigé en fonction de cette observation et selon le choix effectué par les auteurs du texte en projet.

---

(1) Alors que l'accord ADR ne s'applique qu'à des transports internationaux.

(2) Voir à cet égard la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://raadvt-consetat.fgov.be/>.

Par ailleurs, il convient de citer la directive 94/55/CE du Conseil de l'Union européenne, du 21 novembre 1994, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route, en citant la modification qui lui a été apportée par la directive 1999/47/CE de la Commission du 21 mai 1999.

### Alinéa 3

La modification apportée à la directive 94/55/CE précitée par la directive 1999/47/CE de la Commission du 21 mai 1999 précitée rend sans objet la directive 96/86/CE de la Commission, du 13 décembre 1996, portant adaptation au progrès technique de la directive 94/55/CE du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route. Il n'y a donc pas lieu de viser cette directive.

L'alinéa 4 du projet devient l'alinéa 2.

### Alinéa 3 (nouveau)

Il convient de viser la loi du 25 avril 1983 portant approbation de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) et des annexes, faites à Berne le 9 mai 1980.

.../...

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4)

Il convient de citer les modifications expresses encore en vigueur apportées à l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinement, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs. Il s'agit des modifications apportées par les arrêtés royaux des 4 août 1959, 7 janvier 1966, 10 décembre 1969, 9 avril 1976, 4 août 1978 et, pour la Région wallonne, par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991.

Alinéa 6

Cet alinéa est à omettre car il ne vise ni un fondement juridique au projet, ni un texte modifié ou abrogé par celui-ci.

Les alinéas 7 et 8 deviennent les alinéas 5 et 6.

Alinéa 9 (devenant l'alinéa 7)

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence à l'association des Gouvernements régionaux sous la forme d'un considérant, cette manière de faire n'est actuellement plus d'usage. L'association des Gouvernements régionaux est actuellement à faire figurer sous la forme d'un visa, comme les autres formalités

.../...

visées (1). On écrira, conformément à la nouvelle formule adoptée :

"Vu l'association des Gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;".

L'alinéa 10 devient l'alinéa 8.

### Dispositif

#### Articles 2 et 3

L'article 6 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 précité considère les fabriques et dépôts d'explosifs comme des "établissements (classés comme) dangereux, insalubres ou incommodes" et les classe en deux catégories.

Les articles 2 et 3 du projet L. 29.554/4 tendent à modifier ce classement, en faisant passer de la catégorie des établissements de première classe vers celle des établissements de deuxième classe, d'une part, les "ateliers de chargement manuel de cartouches de sûreté chez les particuliers pour leur propre usage" (article 2), et, d'autre part les dépôts d'artifices "à usage technique à concurrence de vingt-cinq kilogrammes de composition pyrotechnique y contenue".

---

(1) Voir la circulaire de légistique formelle précitée.

L'article 6, § 1er, II, 3°, de la loi spéciale de 8 août 1980 de réformes institutionnelles attribue aux Régions "la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes sous réserve des mesures de police interne qui concernent la protection du travail".

Comme l'a observé la section d'administration du Conseil d'Etat,

"Dans l'article 6, § 1er, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, consacrant la compétence normative des Régions en matière de protection de l'environnement, le 3° leur confie la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, "sous réserve des mesures de police internes qui concernent la protection du travail"; ... la protection de l'extérieur des installations visées par le règlement général sur les explosifs contre les dangers que créent les substances explosives appartient à cette attribution de compétence normative, de sorte que les Régions ont la faculté d'établir, parallèlement à la police interne définie par le Roi et de façon autonome, les règles de police qu'elles jugent opportunes; ..." (1).

Les règles applicables aux établissements classés par l'arrêté royal du 23 septembre 1958, qui figurent sous les chapitres III et VI de cet arrêté, concernent tant la police interne que la police externe de ces établissements.

Il en résulte que la matière réglée par les dispositions que les articles examinés du projet L. 29.544/4 tendent à modifier relève pour ce qui concerne la police

---

(1) IIIe Chambre, arrêt n° 42.090 du 26 février 1993.

externe de ces établissements de la compétence des Régions (1), et pour ce qui concerne la police interne en vue

- 
- (1) En ce qui concerne la Région Bruxelloise, l'article 77 l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement dispose :

"Art. 77. Dans les limites des compétences définies à l'article 2, les dispositions suivantes cessent d'être applicables dans la Région de Bruxelles-Capitale, sauf si l'exécution et la mise en oeuvre de la présente ordonnance rendent cette application nécessaire :  
...

- 4° la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés, en ses dispositions relatives à un régime de permis pour l'implantation ou l'exploitation des lieux destinés à la fabrication ou au dépôt de ces substances, mélanges ou engins;...".

Il se déduit de cette disposition que seules les règles relatives aux régimes des autorisations, qui figurent aux articles 7 à 33 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958, ont cessé d'être applicables à la Région de Bruxelles-Capitale. Par contre, les autres prescriptions de police externe que les établissements classés sont tenus de respecter y restent d'application tant qu'elles n'auront pas été modifiées ou abrogées par l'autorité régionale compétente.

En ce qui concerne la Région wallonne, l'article 171 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement dispose :

"Art. 171. La loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés cesse d'être applicable en région wallonne en ce qui concerne la police externe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.".

(...)

.../...

de protéger les travailleurs, de la compétence de l'Etat fédéral.

Il s'ensuit que l'auteur du projet n'est compétent pour modifier le classement des établissements envisagés que dans la mesure où ces modifications concernent exclusivement les mesures de police interne.

Articles 4, 5, 6 et 8

Conformément à l'observation générale, plutôt que de déléguer au ministre dont dépend le service des explosifs la prescription de conditions auxquelles doit répondre le transport des explosifs, mieux vaudrait insérer dans le présent projet les dispositions des projets d'arrêtés

---

(suite de la note précédente)

L'article 183 du même décret prévoit toutefois que celui-ci entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement.

A ce jour le Gouvernement wallon n'a pas encore fixé cette date d'entrée en vigueur. Les règles de police externe des établissements prévues par l'arrêté royal du 23 septembre 1958 sont donc toujours d'application en Région wallonne.

Il en va de même en Région flamande, aucune disposition décrétole ou réglementaire n'ayant abrogé ou modifié respectivement la loi du 28 mai 1956 ou l'arrêté royal du 23 septembre 1958.

.../...

ministériels L. 29.555/4 (1) et L. 29.556/4, sous réserve des observations formulées ci-dessous les concernant.

#### Article 7

Comme cet article se limite à remplacer un alinéa, il convient de ne pas faire figurer les mots "Art. 93." dans le texte en projet.

#### Article 10

1. Le marginal 11 311 de l'annexe B de l'ADR dispose :

- "(1) Un convoyeur devra se trouver à bord de chaque unité de transport. L'autorité compétente d'un pays partie à l'ADR peut imposer, aux frais du transporteur, la présence d'un agent agréé à bord d'un véhicule si les réglementations nationales le prévoient.
- (2) La première phrase du paragraphe (1) n'est pas applicable aux convois de véhicules composés de plus de deux véhicules si les conducteurs du premier et du dernier véhicule du convoi sont accompagnés d'un convoyeur.
- (3) La présence d'un convoyeur n'est pas exigée à bord d'un véhicule qui transporte des objets du 43°,

---

(1) A l'exception toutefois de l'article 6 de ce projet d'arrêté ministériel, compte tenu de ce que cette disposition tend à modifier l'arrêté ministériel du 3 novembre 1958 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs.

numéro d'identification 0336, en quantités ne dépassant pas une masse nette de matière explo-sible de 5.000 kg.".

L'article 107 en projet déroge à l'ADR, dès lors qu'elle ne prévoit pas l'exception prévue au (2). Pour autant qu'une telle dérogation puisse se justifier au regard de l'article 5, paragraphe 1er, de la directive 94/55/CE, elle doit être limitée au transport national.

2. Par ailleurs, dans le texte français, on remplacera le mot "hommes" par le mot "personnes" et la double conjonction "et/ou" par "ou".

### Article 11

L'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif à la sélection et à la surveillance médicales des conducteurs de véhicules à moteur, modifié par l'arrêté royal du 7 avril 1995 a été abrogé par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, article 84, 2°. L'arrêté royal du 23 mars 1998 a cependant repris, en y opérant des modifications, certaines des dispositions de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 précité (par exemple, l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 20 septembre 1991, actuellement abrogé, correspond - à certaines modifications près - à l'article 43 de l'arrêté royal du 23 mars 1998).

.../...

Il convient donc actuellement de renvoyer à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Il appartient à l'auteur du projet de préciser à quelles dispositions de ce dernier arrêté royal il entend faire référence.

#### Article 12

Par souci de correction de la langue, au lieu de remplacer le mot "transporter", il convient de remplacer les mots "de transporter"; les mots nouveaux devraient, par ailleurs, être "d'importer" au lieu du mot "importer".

Quant au projet d'arrêté ministériel portant classement A.D.R./R.I.D. des explosifs admis au transport en Belgique et fixant le mode d'emballage et l'étiquetage de ces produits (L. 29.555/4)

#### Article 1er

1. Au regard de l'intégration de l'arrêté ministériel en projet dans l'arrêté royal du 23 septembre 1958 précité conformément à l'observation générale figurant ci-dessus, il convient d'éviter de consacrer un article à des définitions. Celles-ci seront incluses dans les dispositions de l'arrêté royal du 23 septembre 1958, là où elles apparaissent pour la première fois.

.../...

Lors de cette inclusion, il y a lieu d'ajouter le sigle "(COTIF)", entre le mot "ferroviaires" et le mot "approuvée".

2. En ce qui concerne le RID, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que c'est uniquement la dernière version publiée au Moniteur belge du RID qui peut être appliquée. Si des modifications ont été apportées par rapport à cette version mais qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune publication officielle en Belgique, elles ne peuvent en effet avoir force obligatoire.

### Article 3

1. Jusqu'à présent, aucune directive européenne n'impose d'appliquer au transport national ferroviaire les dispositions du Règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses.

Par ailleurs, les annexes de la directive 94/55/CE, telles qu'elles ont été modifiées par la directive 1999/47/CE de la Commission du 21 mai 1999, qui reprennent les annexes en vigueur de l'ADR ne font pas contrairement à ces dernières l'objet d'une publication au Moniteur belge.

.../...

Il convient donc à l'alinéa 1er de renvoyer aux prescriptions prévues par les annexes de l'ADR et du RID et non à celles prévues "par les annexes des directives précitées".

La même observation vaut pour les articles 4 et 5 du présent projet et pour les articles 2, alinéa 1er, et 8 du projet L. 29.556/4.

2. Dans le premier alinéa, il serait préférable d'écrire "s'ils respectent les" au lieu de "sous réserve des".

3. Quant à l'alinéa 2, il sera omis, ainsi qu'il a été recommandé sous l'observation générale.

#### Article 4

Selon le fonctionnaire délégué, chaque fois que les marginaux de l'ADR utilisent les mots "l'autorité compétente", il faut entendre, en droit interne, le ministre dont dépend le service des explosifs. La disposition en projet entend lui substituer, pour les marginaux cités, le "service des explosifs".

Il y a lieu d'observer que, sauf délégation expresse, l'autorité compétente est, en matière de police

.../...

des explosifs, le Roi, conformément à l'article 1er de la loi du 28 mai 1956.

Par ailleurs, le "service des explosifs", qui fait partie des services d'administration générale, plus précisément du Ministère des Affaires économiques, n'est pas une autorité distincte du ministre dont il relève.

Si l'auteur du projet entend que certains pouvoirs, autres que réglementaires, soient délégués à un ou plusieurs fonctionnaires de ce service il doit désigner les fonctions dont les titulaires recevront cette délégation.

La disposition sera revue pour tenir compte de cette observation.

Il en va de même de l'article 6 du projet L. 29.556/4, qui appelle la même observation.

#### Article 6

Contrairement aux dispositions qui précèdent, cet article n'est pas à intégrer dans l'arrêté royal du 23 septembre 1958 précité, mais à faire figurer dans le dispositif d'un arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 novembre 1958 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs.

Dans cette disposition, comme "le point 2 concernant le conditionnement et le mode d'emballage pour l'admis-

.../...

sion au transport" figure à plusieurs endroits de l'annexe à l'arrêté ministériel du 3 novembre 1958 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs (ce point est repris pour chaque type d'explosif), il serait préférable d'écrire "sous chaque point 2" au lieu de "sous le point 2".

Quant au projet d'arrêté ministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent répondre le matériel de transport et le transport des explosifs par route (L. 29.556/4)

#### Article 2

1. L'observation faite à propos de l'article 3, alinéa 1er, du projet L. 29.555/4 s'applique mutatis mutandis à l'alinéa 1er de l'article examiné du présent projet d'arrêté.

2. L'alinéa 2 sera omis, ainsi qu'il a été recommandé sous l'observation générale.

#### Article 3

L'article 6, paragraphe 2, de la directive 94/55/CE dispose :

"Les dispositions des annexes A et B relatives à l'emploi des langues dans le marquage ou dans les documents nécessaires ne s'appliquent pas aux opéra-

.../...

tions de transport limitées au territoire d'un seul Etat membre. Les Etats membres sont libres d'autoriser l'emploi d'autres langues que celles visées aux annexes pour les transports effectués sur leur territoire."

Dès lors qu'en droit belge, le Roi ne dispose pas du pouvoir de réglementer l'emploi des langues, il convient, pour assurer une correcte transposition de la directive sans enfreindre la législation linguistique, de rédiger la disposition examinée comme suit :

"Art. .... Les dispositions des annexes A et B de l'ADR relatives à l'emploi des langues dans le marquage ou dans les documents nécessaires ne s'appliquent pas au transport national."

#### Article 7

Pour être conforme à l'article 6, paragraphe 3, de la directive 94/55/CE, on ajoutera les mots "sous réserve qu'ils soient maintenus aux niveaux de sécurité exigés."

#### OBSERVATION FINALE

Par souci d'uniformité, mieux vaut écrire les sigles "ADR" et "RID" sans points.

-----

ALGEMENE OPMERKING

De ontwerpen die om advies aan de afdeling wetgeving voorgelegd zijn, hebben hoofdzakelijk ten doel, wat betreft het vervoer van springstoffen, richtlijn 94/55/EG van de Raad van 21 november 1994 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg in het interne recht om te zetten.

Deze richtlijn heeft tot doel de bijlagen A en B bij het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR), ondertekend te Genève op 30 september 1957, toepasselijk te maken op het vervoer dat binnen de Lid-Staten of tussen de Lid-Staten plaatsvindt. Ze staat evenwel de Lid-Staten toe, binnen de perken die ze vaststelt, afwijkingen van die bijlagen vast te stellen die uitsluitend gelden voor binnenlands vervoer. De bijlagen A en B bij richtlijn 94/55/EG nemen de bijlagen A en B van het ADR over.

De bepalingen van het ADR zijn rechtstreeks toepasselijk wat betreft het internationale vervoer van gevaarlijke goederen. Ze worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Het nationale vervoer van springstoffen wordt thans geregeld door het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, alsmede door het ministerieel besluit van

.../...

3 november 1958 houdende ambtelijke erkenning en indeling van de springstoffen, dat regels vaststelt voor de conditionering en de wijze van verpakking voor de toelating tot het vervoer.

Een correcte omzetting van richtlijn 94/55/EG vereist dus, enerzijds, een opheffing of een wijziging van die bepalingen van de besluiten die met die richtlijn niet verenigbaar zijn en, anderzijds, een bepaling die de bijlagen A en B bij het ADR toepasselijk maakt op het nationale vervoer, niettegenstaande de afwijkingen van die regels die bij de richtlijn toegestaan worden en die de steller van het ontwerp mogelijk opportuun acht.

Ontwerp L. 29.554/4 heft sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 23 september 1958 op en delegeert aan de minister tot wiens bevoegdheid de dienst der springstoffen behoort de bevoegdheid om de technische eisen, de wijze van verpakking en conditionering te bepalen waaraan het vervoer van springstoffen dient te voldoen, veeleer dan dat koninklijk besluit te wijzigen om er bepalingen in op te nemen die de bijlagen A en B bij het ADR toepasselijk maken op het nationale vervoer van springstoffen over de weg en die er in voorkomend geval van afwijken. De eigenlijke omzetting van de richtlijn geschiedt dus met de ontwerpen van ministerieel besluit L. 29.555/4 en L. 29.556/4.

Deze wijze van omzetten van de richtlijn is onnodig ingewikkeld. Delegatie heeft immers geen zin, aangezien, behalve de enkele uitzonderingen waarin de ontwerpen voorzien, de aan de minister opgedragen bevoegdheid volledig

.../...

gebonden is : hij dient zich immers te beperken tot verwijzing naar de bijlagen van het ADR (1).

Het is trouwens zelfs niet nodig om te vermelden welke van die bepalingen specifiek op het vervoer van springstoffen betrekking hebben, zoals in de ontwerpen van ministerieel besluit.

Artikel 3, tweede lid, van ontwerp L. 29.555/4 en artikel 2, tweede lid, van ontwerp L. 29.556/4, waarin een niet-exhaustieve lijst wordt opgemaakt van de randnummers vermeld in de bijlagen bij de richtlijn, die van toepassing zouden zijn op het vervoer van springstoffen, dienen te vervallen, omdat ze overbodig zijn. Dat niet-exhaustief-zijn leidt bovendien tot rechtsonzekerheid.

Als die bepalingen vervallen, verliezen de ontwerpen van ministerieel besluit veel van hun inhoud. Het is dus beter de overblijvende artikelen op te nemen in het ontwerp van koninklijk besluit. Aldus worden geen overbodige regelgevende teksten met een gelijksoortige strekking uitgewerkt en worden nodeloze herhalingen voorkomen die er het gevolg van kunnen zijn (2) .

---

(1) en niet naar de bijlagen bij de richtlijn, zoals in de ontwerpen van ministerieel besluit; de bijlagen bij het ADR zijn het immers die bekendgemaakt worden in het Belgisch Staatsblad en die dus bindende kracht kunnen hebben.

(2) Vergelijk artikel 5 van ontwerp L. 29.555/4 en artikel 8 van ontwerp L. 29.556/4.

Het feit dat de steller van het ontwerp beoogt de bepalingen inzake de verpakking en etikettering van die gevaarlijke goederen uit het Reglement betreffende het internationale spoorwegvervoer van gevaarlijke goederen, opgenomen in bijlage I van het aanhangsel van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer, eveneens op het nationale spoorwegvervoer van springstoffen toepasselijk te verklaren, doet niets af aan de overwegingen die voorafgaan.

#### BIJZONDERE OPMERKINGEN

Ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen (L. 29.554/4)

#### Aanhef

#### Eerste lid

De rechtsgrond dient duidelijker te worden aangegeven. Het gaat om artikel 1 van de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmede geladen tuigen. De woorden ",inzonderheid op artikel 1" dienen dus aan het slot van dat lid te worden toegevoegd.

Tweede lid

Krachtens artikel 1, lid 1, van richtlijn 94/55/EG van de Raad van de Europese Unie van 21 november 1994 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, is die richtlijn van toepassing op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg dat binnen België plaatsvindt (1). Het ontworpen besluit zet dus die richtlijn om, in zoverre het eveneens op het nationale vervoer betrekking heeft. Vroeger werd naar de richtlijnen die bij een besluit werden omgezet verwezen met een lid dat begon met "Gelet op"; dat is nu echter niet meer gebruikelijk. Thans dient in de vorm van een overweging, of beter nog in de vorm van een artikel in het dispositief, te worden gesteld dat de ontworpen regeling die bepaalde richtlijn omzet. Het tweede lid moet derhalve vervallen en de ontworpen tekst moet in het licht van deze opmerking en naar de keuze van de stellers van de ontworpen tekst verbeterd worden (2).

Bovendien dient bij de verwijzing naar richtlijn 94/55/EG van de Raad van de Europese Unie van 21 november 1994 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, de wijziging te worden vermeld die in die richtlijn aangebracht is bij richtlijn 1999/47/EG van de Commissie van 21 mei 1999.

- 
- (1) Terwijl het ADR alleen op internationaal vervoer van toepassing is.
- (2) Zie in dit verband de circulaire betreffende wetgevings-techniek die bekendgemaakt is op de site van de Raad van State, waarvan het adres is : <http://raad.vst-consetat.fgov.be/>.

Derde lid

De wijziging die de bovengenoemde richtlijn 1999/47/EG van de Commissie van 21 mei 1999 aanbrengt in de voormelde richtlijn 94/55/EG maakt richtlijn 96/86/EG van de Commissie van 13 december 1996 tot aanpassing aan de technische vooruitgang van richtlijn 94/55/EG van de Raad betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg doelloos. Er dient dus niet te worden verwezen naar richtlijn 96/86/EG.

Het vierde lid van het ontwerp wordt het tweede lid.

Derde lid (nieuw)

Er dient te worden verwezen naar de wet van 25 april 1983 houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF), en van de Bijlagen, opgemaakt te Bern op 9 mei 1980.

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt)

De nog geldende uitdrukkelijke wijzigingen die zijn aangebracht in het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen behoren te worden vermeld. Het gaat om de wijzigingen die zijn aangebracht bij de koninklijke besluiten van 4 augustus 1959, 7 januari 1966, 10 december 1969, 9 april 1976, 4 augustus 1978 en, voor het Waals Gewest, bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991.

Zesde lid

Dit lid moet vervallen aangezien het noch betrekking heeft op een rechtsgrond van het ontwerp, noch op een regeling die door het ontwerp wordt gewijzigd of opgeheven.

Het zevende en het achtste lid worden het vijfde en het zesde lid.

Negende lid (dat het zevende lid wordt)

Van het vroegere gebruik om door middel van een overweging aan te geven dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van de regeling betrokken zijn, is men ondertussen afgestapt. Nu behoort de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van de regeling betrokken zijn, net als de omstandigheid dat aan de overige vormvereisten is voldaan, te worden aangegeven door middel van een constructie met "Gelet op ..." (1). Overeenkomstig de nieuwe formule schrijven men :

"Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;".

Het tiende lid wordt het achtste lid.

---

(1) Zie de genoemde circulaire betreffende de wetgevingstechniek

DispositiefArtikelen 2 en 3

In artikel 6 van het genoemde koninklijk besluit van 23 september 1958 worden de springstoffenfabrieken en -depots beschouwd als "inrichtingen die (als) gevaarlijk, ongezond en hinderlijk (ingedeeld) zijn" en worden ze in twee categorieën ingedeeld.

De artikelen 2 en 3 van ontwerp L. 29.554/4 strekken ertoe die indeling te wijzigen door enerzijds de "werkplaatsen voor het manueel laden van veiligheidspatronen bij particulieren voor hun eigen gebruik" (artikel 2), en anderzijds de opslagplaatsen voor vuurwerk "voor technische doeleinden ten belope van vijftientig kilogram pyrotechnische sas" van de categorie inrichtingen van eerste klasse over te hevelen naar de categorie inrichtingen van tweede klasse.

Artikel 6, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wijst "de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven onder voorbehoud van de maatregelen van interne politie die betrekking hebben op de arbeidsbescherming" toe aan de gewesten.

Zoals de afdeling administratie van de Raad van State reeds heeft opgemerkt

.../...

"(wordt) in onderdeel 3° van artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, waarin de regelgevende bevoegdheid van de Gewesten inzake de bescherming van het leefmilieu wordt vastgelegd, aan de gewesten de politie over de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven toegewezen "onder voorbehoud van de maatregelen van interne politie die betrekking hebben op de arbeidsbescherming"; ... de bescherming van het gebied buiten de installaties genoemd in het algemeen reglement op de springstoffen, tegen het gevaar dat teweeggebracht wordt door die springstoffen, valt onder die regelgevende bevoegdheid, zodat de Gewesten de mogelijkheid hebben om, parallel met de door de Koning vastgestelde interne politie en op autonome wijze, de politieregels vast te stellen die ze gepast achten; ..." (1).

De regels die van toepassing zijn op de inrichtingen die ingedeeld zijn door middel van het koninklijk besluit van 23 september 1958, en die opgenomen zijn in de hoofdstukken III en VI van dat besluit, slaan zowel op de interne als op de externe politie van die inrichtingen.

Daaruit volgt dat de aangelegenheid die geregeld is door de bepalingen tot wijziging waarvan de voorliggende artikelen van ontwerp L. 29.544/4 strekken, wat de externe politie van die inrichtingen betreft, tot de bevoegdheid van

---

(1) IIIe kamer, arrest nr. 42.090 van 26 februari 1993

de Gewesten behoort (1), en wat de interne politie met het

- 
- (1) Wat het Brussels Gewest betreft bepaalt artikel 77 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning het volgende :

"Art. 77. Binnen de perken van de in artikel 2 bepaalde bevoegdheden, zijn de volgende bepalingen niet langer van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien de uitvoering van deze ordonnantie die toepassing noodzakelijk maakt :

...

- 4° de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen, in de bepalingen betreffende een vergunningsstelsel voor de vestiging of de exploitatie op terreinen die voorbestemd zijn voor de productie of het opslaan van deze stoffen, mengsels en werktuigen; ...".

Uit deze bepaling kan afgeleid worden dat alleen de voorschriften met betrekking tot de vergunningsregelingen die in de artikelen 7 tot 33 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 staan, niet meer van toepassing zijn op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De andere voorschriften van externe politie die de vergunningsplichtige inrichtingen moeten naleven, blijven daarentegen op die inrichtingen van toepassing zolang ze niet gewijzigd of opgeheven zijn door de bevoegde gewestelijke overheid.

Wat het Waalse Gewest betreft, bepaalt artikel 171 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning het volgende :

"Art. 171. De wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen houdt op van toepassing te zijn in het Waalse Gewest wat betreft de buitenpolitie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen.".

.../...

oog op de bescherming van de werknemers betreft, tot de bevoegdheid van de federale Staat.

Daaruit volgt dat de steller van het ontwerp alleen bevoegd is om de indeling van de betrokken inrichtingen te wijzigen voor zover die wijzigingen alleen betrekking hebben op de maatregelen van interne politie.

#### Artikelen 4, 5, 6 en 8

Overeenkomstig de algemene opmerking zou het beter zijn om, in plaats van aan de minister onder wie de dienst der springstoffen ressorteert de bevoegdheid over te dragen om de voorwaarden vast te stellen waaraan het vervoer van springstoffen moet voldoen, de bepalingen van de

---

Artikel 183 van hetzelfde decreet bepaalt evenwel dat deze wet in werking treedt op een door de Regering bepaalde datum.

Tot op heden heeft de Waalse Regering deze datum van inwerkingtreding nog niet vastgesteld. De regels voor de externe politie van de inrichtingen die zijn vastgesteld in het koninklijk besluit van 23 september 1958 zijn dus nog altijd van toepassing in het Waalse Gewest.

Dat geldt ook voor het Vlaamse Gewest, aangezien de wet van 28 mei 1956 of het koninklijk besluit van 23 september 1958 bij geen enkele decreetbepaling, respectievelijk verordeningsbepaling, is opgeheven of gewijzigd.

.../...

ontwerpen van de ministeriële besluiten L. 29.555/4 (1) en L. 29.556/4, onder voorbehoud van de opmerkingen die hierna over die ontwerpen gemaakt worden, in het voorliggende ontwerp op te nemen.

#### Artikel 7

Aangezien dit artikel slechts één lid vervangt, behoren de woorden "Art. 93." in de ontworpen tekst te vervallen.

#### Artikel 10

1. In randnummer 11 311 van bijlage B van het ADR staat het volgende te lezen :

- "(1) Aan boord van elke transporteenheid moet zich een bijrijder bevinden. De bevoegde overheid van een Verdragspartij mag - op kosten van de vervoerder - de aanwezigheid van een erkende aangestelde aan boord van het voertuig opleggen, indien de nationale reglementering zulks voorschrijft.
- (2) De eerste zin van paragraaf (1) is niet van toepassing op konvooien die uit meer dan twee

---

(1) Met uitzondering evenwel van artikel 6 van dit ontwerp van ministerieel besluit, aangezien met deze bepaling het ministerieel besluit van 3 november 1958 houdende ambtelijke erkenning en indeling van de springstoffen wordt gewijzigd.

voertuigen bestaan, indien de bestuurders van het eerste en van het laatste voertuig van het konvooi door een bijrijder vergezeld zijn.

- (3) Er moet zich geen bijrijder aan boord van een voertuig bevinden dat voorwerpen van 43° met identificatienummer 0336 vervoert, in hoeveelheden van ten hoogste 5000 kg netto massa ontplofbare stof."

Het ontworpen artikel 107 wijkt af van het ADR, aangezien het niet voorziet in de in punt (2) genoemde uitzondering. Voor zover zulk een afwijking te rechtvaardigen valt ten opzichte van artikel 5, lid 1, van richtlijn 94/55/EG, moet ze beperkt worden tot het nationale vervoer.

2. Bovendien vervange men het woord "mannen" door het woord "personen" en de voegwoordcombinatie "en/of" door "of".

### Artikel 11

Het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de geneeskundige schifting en het geneeskundig toezicht op de bestuurders van motorvoertuigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 april 1995, is opgeheven bij artikel 84, 2°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs. In het koninklijk besluit van 23 maart 1998 zijn evenwel in gewijzigde vorm een aantal bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 1991 overgenomen (zo bijvoorbeeld stemt artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 20 september 1991, dat thans opgeheven is, op enkele wijzigingen na overeen met artikel 43 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998).

Thans moet dus worden verwezen naar het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

De steller van het ontwerp behoort te preciseren naar welke bepalingen van laatstgenoemd koninklijk besluit hij wil verwijzen.

### Artikel 12

In het ontwerp staat dat het woord "vervoeren" moet worden vervangen door het woord "invoeren", maar om taalkundige redenen moeten eigenlijk de woorden "te vervoeren" worden vervangen door de woorden "in te voeren".

Ontwerp van ministerieel besluit houdende ADR/RID indeling van de tot het vervoer in België toegelaten springstoffen, en tot vaststelling van de wijze van verpakking en de etikettering van deze producten (L. 29.555/4)

### Artikel 1

1. Als het ontworpen ministerieel besluit overeenkomstig de hierboven vermelde algemene opmerking in het voornoemde koninklijk besluit van 23 september 1958 wordt opgenomen, mag geen afzonderlijk artikel aan definities worden gewijd. Die definities behoren te worden opgenomen in de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 september 1958, waar ze het eerst voorkomen.

.../...

In dat verband moet de afkorting "COTIF" tussen het woord "spoorwegvervoer" en het woord "goedgekeurd" worden ingevoegd.

2. Wat het RID betreft, wordt de steller van het ontwerp erop attent gemaakt dat alleen de laatste, in het Belgisch Staatsblad bekende versie van het RID kan worden toegepast. Wijzigingen van die versie die in België niet officieel bekendgemaakt zijn, kunnen immers geen bindende kracht hebben.

### Artikel 3

1. Vooralsnog bepaalt geen enkele Europese richtlijn dat het Reglement betreffende het internationale spoorwegvervoer van gevaarlijke goederen moet worden toegepast op het nationale spoorwegvervoer.

Bovendien worden de bijlagen van richtlijn 94/55/EG, zoals gewijzigd bij richtlijn 1999/47/EG van de Commissie van 21 mei 1999, die de geldende bijlagen van het ADR bevatten, in tegenstelling tot laatstgenoemde bijlagen niet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

In het eerste lid behoort dus te worden verwezen naar de voorschriften van de bijlagen van het ADR en het RID en niet naar de voorschriften van "de bijlagen van de voornoemde richtlijnen".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4 en 5 van dit ontwerp en voor de artikelen 2, eerste lid, en 8 van ontwerp L. 29.556/4.

2. In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven : "Die springstoffen mogen alleen worden vervoerd als de voorschriften en voorwaarden betreffende de verpakking en de etikettering, vervat in de bijlagen van het ADR en het RID, worden nageleefd."

3. Het tweede lid behoort te vervallen, zoals in de algemene opmerking is aangeraden.

#### Artikel 4

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet in het interne recht onder de woorden "bevoegde overheid", telkens als die in de randnummers van het ADR worden gebruikt, de minister onder wie de dienst der springstoffen ressorteert, worden verstaan. De ontworpen bepaling heeft tot doel hem voor de genoemde randnummers te vervangen door de "dienst der springstoffen".

Op te merken valt dat volgens artikel 1 van de wet van 28 mei 1956 de Koning de bevoegde overheid inzake de politie over de explosieven is, tenzij die bevoegdheid uitdrukkelijk is overgedragen.

.../...

Bovendien is de "dienst der springstoffen", die deel uitmaakt van het algemeen bestuur, meer bepaald van het Ministerie van Economische Zaken, geen afzonderlijke overheid van de minister onder wie hij ressorteert.

Als de steller van het ontwerp wil dat aan één of meer ambtenaren van die dienst andere bevoegdheden dan verordnungsbevoegdheden worden overgedragen, moet hij de functies opgeven waarvan de bekleders die bevoegdheidsdelegatie zullen krijgen.

De bepaling moet zo worden herzien dat rekening wordt gehouden met die opmerking.

Dat is ook het geval met artikel 6 van ontwerp L. 29.556/4, waarbij dezelfde opmerking moet worden gemaakt.

#### Artikel 6

In tegenstelling met de voorgaande bepalingen zal dit artikel niet worden opgenomen in het voornoemde koninklijk besluit van 23 september 1958, maar wel in het dispositief van een ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 november 1958 houdende ambtelijke erkenning en indeling van de springstoffen.

In deze bepaling zou het beter zijn "onder elk punt 2" in plaats van "onder punt 2" te schrijven, aangezien "punt 2 betreffende de voor de toelating tot het vervoer vereiste conditionering en wijze van verpakking" op ver-

.../...

scheidene plaatsen in de bijlage bij het ministerieel besluit van 3 november 1958 houdende ambtelijke erkenning en indeling van de springstoffen voorkomt (dit punt wordt bij elk soort van springstof vermeld).

Ontwerp van ministerieel besluit tot vaststelling van de technische eisen waaraan het vervoermateriaal en het vervoer van springstoffen over de weg moeten voldoen (L. 29.556/4)

#### Artikel 2

1. De opmerking over artikel 3, eerste lid, van ontwerp L. 29.555/4 is van overeenkomstige toepassing op het eerste lid van het onderzochte artikel van dit ontwerp-besluit.

2. Het tweede lid behoort te vervallen, zoals in de algemene opmerking is aangeraden.

#### Artikel 3

Artikel 6, lid 2, van richtlijn 94/55/EG bepaalt :

"De bepalingen in de bijlagen A en B die betrekking hebben op het gebruik van talen in de markering of de documenten gelden niet voor vervoer dat zich beperkt tot het grondgebied van één enkele Lid-Staat. Lid-Staten kunnen het gebruik van andere dan de in de bijlagen genoemde talen toestaan voor vervoer op hun grondgebied.".

.../...

Aangezien de Koning in het Belgische recht niet bevoegd is om het gebruik van de talen te regelen, behoort de onderzochte bepaling als volgt te worden gesteld zodat de richtlijn correct wordt omgezet zonder dat de taalwetgeving wordt overtreden :

"Art. ... . De bepalingen in de bijlagen A en B van het ADR die betrekking hebben op het gebruik van talen in de vereiste markering of de vereiste documenten gelden niet voor het nationale vervoer."

#### Artikel 7

Overeenkomstig artikel 6, lid 3, van richtlijn 94/55/EG, behoort dit artikel als volgt te worden aangevuld : "... , mits de voertuigen zodanig worden onderhouden dat de desbetreffende veiligheidsniveaus in acht worden genomen".

#### SLOTOPMERKING

Voor de eenvormigheid zou het beter zijn de letterwoorden "ADR" en "RID" zonder punten te schrijven.

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs  
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,  
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame  
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. L. DETROUX, auditeur. La note  
du Bureau de coordination a été  
rédigée et exposée par  
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht  
door de H. L. DETROUX, auditeur.  
De nota van het Coördinatiebureau  
werd opgesteld en toegelicht door  
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version  
française et la version néerlandaise  
a été vérifiée sous le contrôle  
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN